



## **PROCEDURE ADAPTEE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

---

### **TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'ISOLATION THERMIQUE EXTÉRIEURE ET DE L'ÉTANCHEITE DES FAÇADES ET TOITURES TERRASSES DU SIÈGE DE LA CAF DU JURA À SAINT-CLAUDE**

**Procédure n°2025-01**

---

#### **POUVOIR ADJUDICATEUR / MAITRE D'OUVRAGE**

**Caisse d'Allocations Familiales du Jura  
62, Route de Lyon  
39207 SAINT CLAUDE CEDEX**

Le Pouvoir Adjudicateur est représenté par :

**Monsieur le Directeur de la Caf du Jura  
Monsieur David TORRES**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 - Objet du marché.....	3
1.2 - Obligations générales des parties .....	3
1.3 - Durée du marché.....	3
1.4 - Intervenants .....	3
1.5 - Sous-traitance .....	4
1.6 - Pièces contractuelles .....	5
1.7 - Assurances .....	5
1.8 - Confidentialité-Protection des données personnelles-Mesures de sécurité .....	5
1.9 - Dévolution en lots.....	5
ARTICLE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT .....	6
2.1 – Contenu et caractère des prix.....	6
2.2 – Décomposition du prix .....	6
2.3 – Modification du prix .....	7
2.4 – Prix nouveaux - Travaux non prévus .....	7
2.5 – Révision du prix .....	8
2.6 – Retenue de garantie .....	8
2.7 – Avances .....	8
2.8 – Approvisionnements .....	9
2.9 – Modalités de règlements des comptes et délai de paiement .....	9
ARTICLE 3 – DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	11
ARTICLE 4 – PENALITÉS.....	11
4.1 - Retard dans l'exécution des travaux.....	11
4.2 – Retard dans la remise des documents.....	11
4.3 - Absence aux réunions .....	12
4.4 – Retard des travaux de levée de réserve .....	12
4.5 – Retard dans le nettoyage de chantier .....	12
ARTICLE 5 – REALISATION DES OUVRAGES.....	12
5.1 – Qualité des matériaux et produits - Application des normes .....	12
5.2 – Sécurité et hygiène .....	12
5.3 – Gestion des déchets .....	12
5.4 – Repliement des installations .....	12
ARTICLE 6 – ACHEVEMENT DES TRAVAUX .....	13
6.1 – Réception des ouvrages et réserves.....	13
6.2 – Documents à fournir après exécution .....	13
6.3 – Garanties .....	13
ARTICLE 7 – RESILIATIONS ET LITIGES .....	14
ARTICLE 8 – REGLEMENT DES LITIGES.....	14
ARTICLE 9 – DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX .....	14
ANNEXE 1 – LISTE DES INDEX BT POUR LE MOIS DE MAI 2025 PAR LOT.....	15

## **ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 - Objet du marché**

Le présent marché de travaux a pour objet la rénovation de l'isolation thermique extérieure et de l'étanchéité des façades et des toits terrasses du siège de la Caisse d'Allocations Familiales du Jura.  
Le présent marché est constitué d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle.

Les travaux seront réalisés en site occupé.

Lieu d'exécution :

Caisse d'Allocations Familiales du Jura  
62, Route de Lyon  
39200 SAINT CLAUDE

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics de Sécurité Sociale et conformément au Code de la Commande Publique L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à 6, R 2131-12 et 13, R 2131-18.

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux commenceront vers le mois de septembre 2025. Les titulaires devront être prêts à honorer le marché.

### **1.2– Obligations générales des parties**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. Ces personnes devront être présentes lors de la réunion de démarrage organisée sur site et aux réunions de chantier. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché, elles sont réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### **1.3– Durée du marché**

Le marché débute à compter de sa date de notification et se termine à la fin du délai de la garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la fin du marché intervient lors de la levée de la dernière réserve.

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux de la tranche ferme commenceront vers le mois de septembre 2025. Les titulaires devront être prêts à honorer le marché.

L'objectif est un achèvement prévisionnel des travaux de la tranche ferme en mars 2026 au plus tard.

Les travaux de la tranche conditionnelle pourraient débiter au quatrième trimestre de l'année 2026.

### **1.4– Intervenants**

Le maître d'ouvrage ou pouvoir adjudicateur est :

**Caisse d'Allocations Familiales du Jura**  
62 Route de Lyon  
39200 Saint-Claude

Le maître d'œuvre est (groupement) :

**Architecte : CABINET BEURET-RATEL**  
2, rue des Rochettes  
39000 Lons le Saunier  
03 84 24 43 24  
[beuret.ratel@wanadoo.fr](mailto:beuret.ratel@wanadoo.fr)

**Économiste : SAS BROISSIAT DEQUEKER**

10, Boulevard Gambetta  
39000 Lons le Saunier  
03 84 43 16 66

[broissiat.economiste@wanadoo.fr](mailto:broissiat.economiste@wanadoo.fr)

**B.E. Structure : Cabinet CVF**

62 bis, rue des Salines  
39000 Lons le Saunier  
03 84 24 49 05

[contact@cvf-structures.fr](mailto:contact@cvf-structures.fr)

**Études techniques : Cabinet LAZZAROTTO**

9, Montée Saint-Romain  
39200 Saint-Claude  
03 84 45 60 28

[bet@lazza.biz](mailto:bet@lazza.biz)

**OPC : Cabinet HOMM**

8 En Vallot  
Grusse  
39190 Val Sonnette  
06 03 58 63 00

[contact@homm-bat.com](mailto:contact@homm-bat.com)

**Coordonnateur Sécurité Protection Santé : Cabinet P.S.B.**

39570 Perrigny  
03 84 47 53 28

[cabinet.psb0105@orange.fr](mailto:cabinet.psb0105@orange.fr)

La désignation du Contrôleur technique est en cours.

## **1.5 – Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché selon l'article 3.6 du CCAG-Travaux et selon l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et les articles R2193-1 à R2193-16 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Un sous-traitant peut exercer ses missions sous réserve, d'une part, que le maître d'ouvrage l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, s'il intervient sur le chantier, qu'il ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque cela est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que contractant du pouvoir adjudicateur. Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

## 1.6– Pièces contractuelles

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de chaque lot du marché.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le présent document établit l'ordre de priorité décroissant des pièces du marché tel que précisé ci-dessous :

- L'acte d'engagement (AE-ATTRI 1) de chaque lot
  - Le DGPF de chaque lot
  - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
  - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chaque lot
  - Les plans architecturaux et techniques
  - Le mémoire technique
  - Le CCAG-Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021 sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine du présent C.C.A.P.
- Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

## 1.7 – Assurances

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire des contrats d'assurances responsabilité civile professionnelle et responsabilité civile décennale au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

De son côté, en application de l'article 8.2 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage précise qu'il a contracté ou qu'il contractera les assurances suivantes :

- Tous risques chantiers – Dommages ouvrages (TRC-DO)
- Responsabilité civile (RC)

## 1.8– Confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'ait pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire et le maître d'ouvrage s'engagent, par ailleurs à respecter le règlement général sur la protection des données (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016) dit RGPD.

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions particulières qui seront indiquées par le maître d'ouvrage à la réunion de lancement des travaux en ce qui concerne l'accès et la sécurité des locaux.

## 1.9–Dévolution en lots

La présente opération de travaux est allotie en 7 lots séparés dans les conditions suivantes :

Lots	Désignation	Codes CPV de référence	Tranche Ferme (TF) / Tranche Conditionnelle (TC)
1	Maçonnerie	45262522-6	TF

2	Étanchéité	45261420-4	TF
3	Bardage métallique / isolation extérieure	45262650-2 / 45320000-6	TC
4	Serrurerie / Métallerie	45421140-7 / 45223210-1	TF
5	Plâtrerie peinture	45442100-8	TF
6	Électricité – courants faibles	45311000-0	TF
7	Chauffage – Ventilation – Climatisation (CVC)	45331000-6	TF

Les candidats peuvent présenter une offre pour un seul lot, pour plusieurs lots ou pour la totalité des lots du marché.

Un seul attributaire sera retenu par lot.

## ARTICLE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT

### 2.1 – Contenu et caractère des prix

Conformément à l'article 5 de l'acte d'engagement, le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire. Les prix sont révisés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les prix sont établis en euros (€).

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché.

Tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un acte modificatif actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

De manière non limitative, les prix du marché sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- Les échafaudages et dispositifs de sécurité,
- Les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.),
- Les frais d'assurances et d'accidents,
- Les frais d'études et de reproduction de documents,
- Les frais d'essais,
- Les droits de brevet éventuels,
- Les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- Les frais de chantier, frais généraux et bénéfice,
- Les frais de protection des zones de chantier,
- Les frais d'enlèvement de déchets et leur transport à la déchetterie,
- Les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé,
- Les frais de déplacement, missions de toute nature.

Et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux. En tant que professionnel averti, l'entrepreneur ne pourra en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de sa part.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

### 2.2 – Décomposition du prix

Le candidat est tenu de joindre à son Acte d'Engagement, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

La décomposition du prix forfaitaire a valeur contractuelle. Elle sera utilisée en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.



Conformément à l'article 9.3.2 du CCAG-Travaux, la DPGF est présentée sous la forme d'un détail évaluatif comprenant la quantité à exécuter et le prix correspondant. Il est à préciser que les quantités qui auront été portées par le candidat dans le cadre de la DPGF n'ont pas une valeur contractuelle.

Un acte modificatif signé des parties formalisera l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître d'ouvrage engendrant une augmentation ou une diminution du prix des prestations.

En application de l'article 10.3 du CCAG-Travaux, les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

## **2.3 – Modification du prix**

Ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire initial, les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changement réalisés à la demande du maître de l'ouvrage. Un avenant acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître de l'ouvrage engendrant une augmentation du prix des prestations.

De même, ne sont pas compris dans le prix forfaitaire initial, les prestations supplémentaires qui résulteraient de sujétions techniques imprévisibles ou les conséquences financières d'aléas d'ordre économique ouvrant droit soit, au paiement des prestations supplémentaires rendues nécessaires à la poursuite de l'exécution des travaux et à l'achèvement de l'ouvrage, soit, au versement d'une indemnité visant à garantir le droit de l'entrepreneur à l'équilibre du contrat.

## **2.4 – Prix nouveaux – Travaux non prévus**

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG-Travaux.

Il s'agit des prestations supplémentaires ou modificatives qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux sont forfaitaires et sont établis aux conditions économiques en vigueur lors du mois d'établissement de ces prix.

Lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le prix nouveau tient compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, par application de l'article 14.3 ou de l'article 15.1 du CCAG-Travaux.

Les prix d'unité contenus dans les décompositions seront utilisés pour l'établissement des prix nouveaux, en particulier, lorsque les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Un ordre de service notifie au titulaire, avec l'accord du maître d'ouvrage des prix provisoires pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs. Ces prix provisoires sont arrêtés après consultation du titulaire.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, pour l'établissement des décomptes concernés, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires, si dans un délai de 15 jours francs suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Les prestations de travaux supplémentaires ou toutes modifications ne seront pas acceptées si celles-ci ne font pas l'objet d'une approbation et d'un ordre du pouvoir adjudicateur selon l'article 13.1 du CCAG-Travaux.

Les comptes seront réglés d'après le Prix Global et Forfaitaire du marché. Le prix ainsi obtenu sera augmenté ou diminué du montant des travaux exécutés en plus ou en moins sur ordre de service postérieur à la notification du marché.

Le marché initial ne pourra être modifié, en plus ou en moins par ordre de service, que dans la limite de 5 % du forfait ; au-delà un avenant devra intervenir. La limite de 5 % s'obtient non par différence de la valeur des prestations, mais par cumul des travaux en plus ou en moins.

En application de l'article 11.5 du CCAG-Travaux, les travaux non prévus au marché et susceptibles de se trouver cachés, inaccessibles ou incontrôlables après exécution devront faire l'objet d'attachements journaliers

écrits et figurés, établis par l'entreprise, reconnus contradictoirement par le maître d'œuvre et visés par le Responsable du marché. Faute d'avoir satisfait à cette obligation, aucun règlement ne pourra être effectué à ce titre.

## **2.5 – Révision du prix**

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire, et révisibles.

Les prix des marchés de chacun des lots seront révisés au moyen des index ou indices prévus ci-après.

Le coefficient de révision applicable (A) pour le calcul de l'acompte du mois (n) est donné par la formule de variation suivante :

$$A = \text{Index (n)} / \text{Index (o)} * (\text{BT\_b2010})$$

- - Index (n) correspond au mois n d'exécution des prestations
- - Index (o) correspond au mois Mo d'établissement des prix du marché.

Les valeurs prises par l'index de référence « BT\_b2010 – Index du bâtiment- Base 2010 » seront calculées de la manière suivante :  $\text{Index (n)} / \text{Index (o)}$ .

**La liste des index BT pour le mois de mai 2025 par lot figurent en annexe 1 du présent document.**

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Les valeurs des index sont publiées auprès du Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

## **2.6 – Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

## **2.7 – Avances**

Lorsque le montant initial de son marché est supérieur à 50 000 € HT, le titulaire peut demander à bénéficier d'une avance.

Conformément à l'option A du CCAG, les TPE et PME peuvent bénéficier d'une avance au taux de 20% du montant initial de leur marché. Pour les autres entreprises, le taux est fixé à 5%.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues au fur et à mesure de l'avancement des travaux (taux de réalisation), le remboursement doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.



## 2.8 – Approvisionnements

Seuls les approvisionnements livrés sur le chantier peuvent figurer au décompte mensuel.

## 2.9 – Modalités de règlements des comptes et délai de paiement

### • Décomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte. Celui-ci établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification. Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans révision des prix et hors TVA. Si des prestations supplémentaires ou modificatives ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 13.1 du CCAG s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Lorsque des réfections ont été fixées par application du CCAG, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement. Cette demande est datée et mentionne les références du marché. Le titulaire envoie cette demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir les détails suivants :

- Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent
- Le montant de la TVA
- Le montant des pénalités, le cas échéant
- L'effet de la révision des prix
- Les montants relatifs à l'avance
- Le montant de la retenue de garantie si elle n'a pas été remplacée par une garantie à première demande

Le maître d'œuvre transmet ensuite à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, en vue de l'ordonnancement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification, par le maître d'œuvre, du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **7 jours calendaires** à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise.

### • Décompte final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le titulaire notifie son projet de décompte final au maître d'œuvre, dans un délai de **trente jours** à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final, et est transmis au maître d'ouvrage, dans un délai de **10 jours calendaires** à compter de la date de remise du projet de décompte final par le titulaire.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général, qui comprend :

- Le décompte final,
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 2.8 pour les acomptes mensuels
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage.

En cas de présentation d'un projet incomplet ou erroné ou nécessitant une demande de justification ou de précision, le délai de **10 jours** calendaires sera prolongé d'une durée égale au retard qui en résulte pour l'établissement du décompte final.

Le décompte général sera établi par le maître d'œuvre conformément à l'article 12.4.1 du CCAG dans un délai de **30 jours** à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général sous trente jours à compter de la réception de la demande de paiement finale.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours pour signer le décompte général et le retourner au maître d'ouvrage, le décompte signé devient le décompte général et définitif du marché.

La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement. Ce décompte lie définitivement les parties.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013. Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le mode de règlement des prestations choisi par le maître d'ouvrage est le virement.

- **Délais de paiement**

Les sommes dûes seront payées dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### **ARTICLE 3 – DELAIS D'EXECUTION**

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages
- Une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus
- La survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier
- Un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

### **ARTICLE 4 – PÉNALITÉS**

#### **4.1 – Retard dans l'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, les pénalités sont appliquées dès le premier euro. Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution de ses travaux (sur la base du calendrier détaillé d'exécution validé), il est appliqué une pénalité forfaitaire de 400 € HT par jour de retard (samedi et dimanche compris).

Toutefois, quand le retard concerne la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers ou de dates limites fixés dans le marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'opération.

Lorsque le maître d'œuvre envisage d'appliquer les pénalités de retard constatées, il notifie au titulaire par écrit le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés. Le titulaire dispose d'un maximum de 15 jours pour présenter ses observations. A défaut de réponse dans le délai imparti, le maître d'œuvre applique les pénalités de retard.

#### **4.2 – Retard dans la remise des documents**

En cas de retard dans la production des documents devant être remis (quel que soit le destinataire et la période de production) une pénalité forfaitaire de 50 € HT sera appliquée par jour de retard.

### **4.3 – Absence aux réunions**

Pour toute absence ou retard supérieur à une heure aux réunions, une pénalité forfaitaire de 150 € HT sera appliquée.

### **4.4 – Retard des travaux de levée de réserve**

Conformément à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, lorsque la réception des travaux est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons.

En cas de non-respect du délai maximal de levée des réserves à la suite des opérations préalables à la réception, le titulaire subira par jour calendaire de retard une pénalité forfaitaire de 500 € HT.

### **4.5 – Retard dans le nettoyage de chantier**

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, le défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'ouvrage et restée sans effet, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure, être transportés d'office dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 5 – RÉALISATION DES OUVRAGES**

### **5.1 – Qualité des matériaux et produits – Application des normes**

Le titulaire devra se référer aux spécifications précisées dans le C.C.T.P tant au niveau de la qualité des produits proposés que la provenance de ceux-ci.

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons demandés au C.C.T.P.

### **5.2 – Sécurité et hygiène**

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

### **5.3 – Gestion des déchets**

A chaque fin de phase, le titulaire effectue les opérations prévues dans le C.C.T.P de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'œuvre transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

### **5.4 – Repliement des installations**

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire concerné après mise en demeure notifiée par ordre de service, sans préjudice d'application des pénalités prévues à ce présent marché.

### 6.1– Réception des ouvrages et réserves

Conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux, une réception partielle sera prononcée pour la tranche ferme, avant l'achèvement des travaux de la tranche conditionnelle.

Le titulaire avise à la fois, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

La procédure de réception se déroulera simultanément pour tous les lots concernés conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Les dispositions de l'article 41 s'appliquent aux réceptions partielles, sauf le 3 de l'article 42 du CCAG-Travaux : dans ce dernier cas, le délai de garantie pour chacune des phases court à compter de la date d'effet de la dernière réception partielle.

Le décompte général est unique pour chaque tranche.

En précision à l'article 41.6 du CCAG, le délai de levée des réserves est fixé à compter de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées aux entrepreneurs des lots concernés par la ou les réceptions partielles avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

### 6.2– Documents à fournir après exécution

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-Travaux, le titulaire remettra au maître d'ouvrage, le jour des opérations préalables à la réception, en 2 exemplaires sur support papier et sur support numérique (word, excel, plans au format AUTOCAD-dwg et fichiers en pdf), les plans d'exécution, notes de calcul, fiches de produits, de matériels et matériaux, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur et ayant reçu le visa du maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne l'application de pénalités, ou d'une retenue dans les conditions fixées à l'article 4.2 du présent C.C.A.P.

### 6.3 – Garanties

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, outre les obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'article 41.4, le titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG-Travaux
- Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, dans un délai de 72h, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6.

## ARTICLE 7 – RÉSILIATION ET LITIGES

Il sera fait application des dispositions du CCAG-Travaux.

## ARTICLE 8 – RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Tout litige qui pourrait survenir dans l'exécution du présent marché et qui ne pourrait être résolu à l'amiable sera soumis à la juridiction de droit commun compétente, à savoir le Tribunal Judiciaire de Lons le Saunier :

Tribunal Judiciaire de Lons le Saunier  
11, rue Pasteur  
39000 LONS LE SAUNIER  
Tél : 03 84 35 13 00

## ARTICLE 9 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

En cas de contradictions, les modalités exposées au présent C.C.A.P prévalent sur les articles figurant au CCAG -Travaux.

Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP introduisant ces dérogations
4.1	1.6
13.5	2.4
19.2.1	4.1
37.2	4.5
42.3	6.1
40.1	6.2

À Saint-Claude, le 27 mai 2025,

Le Directeur,



La Directrice Comptable et financière,





## ANNEXE 1 – LISTE DES INDEX BT POUR LE MOIS DE MAI 2025 PAR LOT



Caisse d'Allocations Familiales du JURA  
62, route de Lyon - 39207 SAINT CLAUDE

### Rénovation de l'isolation thermique extérieure et de l'étanchéité des façades et toitures terrasses

#### INDEX BT / Mai 2025

DESIGNATIONS	
LOT N° 01 - MACONNERIE	BT 03
LOT N° 02 - ETANCHEITE	BT 53
LOT N° 03 - BARDAGE METAL / ISOLATION EXT	BT 49
LOT N° 04 - SERRURERIE / METALLERIE	BT 42
LOT N° 05 - PLATRERIE / PEINTURE	BT 46
LOT N° 06 - ELECTRICITE	BT 47
LOT N° 07 - CVC	BT 41